



L'Espoir du Monde

Bulletin des socialistes chrétiens - Fondé en 1908

«Socialiste parce que chrétien»

www.frsc.ch

dans ce numéro:

- **L'Occident n'a-t-il rien appris ?**
- **Finances publiques: pays riche, caisses vides (p. 4)**
- **Aide d'urgence: qu'est-ce que cela signifie ? (p. 6)**

La Suisse se réveille enfin

Edito

Depuis quelques années, la Suisse était devenu un des pays les plus masochistes du monde. Ses électrices et ses électeurs avaient systématiquement pris des positions contraires à l'intérêt du plus grand nombre, c'est-à-dire les faibles, les démunis et les classes moyennes. Même si le référendum et l'initiative populaire permettent au peuple de s'exprimer, ce qui n'est pas le cas ailleurs, on reste ébahi par ses décisions de remettre en cause les acquis sociaux dont il bénéficie, de refuser des améliorations dont il pourrait profiter et d'accorder des remises fiscales à ceux qui en ont le moins besoin.

Sans être exhaustive, la liste des sujets sur lesquels les Suissesses et les Suisses ont refusé ce qui était équitable pour eux est longue: diminution des prestations de l'assurance chômage, refus de payer les primes de l'assurance maladie en fonction du revenu, refus d'inscrire dans la loi une augmentation de la durée des vacances ou une diminution des heures de travail. De plus, la baisse régulière des impôts ne profite qu'aux plus riches. En effet, pour pouvoir assurer leurs besoins et offrir leurs prestations, les collectivités publiques compensent la baisse des impôts par des taxes qui, touchant indifféremment les riches et les pauvres, sont par nature antisociales.

Manque d'information ? Mensonge des démolisseurs de l'Etat social ? Grosses sommes d'argent à disposition dans le camp des conservateurs ? Sans doute un peu de tout. Ces trois raisons expliquent en tout cas que le citoyen ne sait plus ce qu'il doit voter et se «fait avoir» par une campagne dominée par la peur de l'étranger et la crainte de l'avenir.

Et puis, le dimanche 1er juin, tout a changé. Sans doute réveillés par les excès de l'UDC et l'attitude intolérante qu'elle manifeste à l'égard de Mme Eveline Widmer-Schlumpf (le frère de Christoph Blocher l'a même traitée de laie, la femelle du sanglier, celle qui saccage le paysage politique suisse !), les Suisses se sont réveillés. Le triple non d'une ampleur inattendue qu'ils ont infligé à l'UDC et à ses thuriféraires fait du bien et laisse espérer que les Suisses ont enfin compris que ce parti était cramponné à une vision conservatrice du passé et incapable d'envisager la politique avec un minimum de consensus.

Malgré les mensonges, les exagérations et les propos nauséabonds (certaines annonces violent les normes antiracistes et donnent envie de vomir), les amis de Christoph Blocher ont été battus. Ce qui prouve que les citoyennes et citoyens de notre pays sortent enfin de leur léthargie et qu'ils désirent véhiculer d'autres valeurs que celles de l'UDC.

Ce 1er juin 2008 restera sans doute dans l'histoire suisse comme le jour où le coeur a pris le pas sur les tripes, où le peuple, dans un sursaut salutaire, a compris que l'exclusion (initiative

Retours:
Georges Nydegger
Falquets 15
1223 Cologny

P.P.
1450 Ste-Croix

«pour des naturalisations démocratiques») et l'élargissement du fossé social (article constitutionnel «Qualité et efficacité économique dans l'assurance-maladie») constituaient des obstacles à son épanouissement.

Il faut espérer que l'UDC comprendra le message et qu'elle renoncera à lancer des initiatives stupides et à combattre par référendum des lois équitables, ceci à seule fin de faire parler d'elle et de satisfaire l'égo de ses membres.

Rémy Cosandey

Opinion

L'Occident n'a-t-il rien appris...?

Dans le grand débat sur la non-violence, on entend dire parfois: «Les méthodes non-violentes, c'est bien beau, mais ça ne marche pas !» L'article ci-dessous (écrit en 2006, au moment de l'attaque israélienne contre le Liban) nous montre que les méthodes violentes ne marchent pas mieux, et que - même sans être disciples de Gandhi ou de Martin Luther King - les pays occidentaux pourraient apprendre quelque chose de leur histoire récente en renonçant à utiliser les méthodes de rétorsion.

Voilà de nombreuses années que des experts se sont penchés sur la prévention et la résolution des conflits. Leurs études ont été bien documentées et sont convaincantes. Mais les leaders politiques semblent ne pas les avoir lues, pas même leurs résumés succincts (il paraît que le président des Etats-Unis ne lit pas les rapports qui lui sont soumis s'ils dépassent une page dactylographiée) ou, s'ils les ont lues, ces études leur ont fait autant d'effet que de l'eau sur les plumes d'un canard.

Ces études ont montré que les seuls conflits qui ont trouvé une solution sont ceux où le «plus fort» a accepté de ne pas se venger mais a su donner au «vaincu» les moyens de ne pas perdre la face ou de récupérer après les dommages subis.

Ainsi, ce que j'appellerais les trois «miracles» du XX^e siècle: la réconciliation franco-allemande, la chute du communisme, la fin de l'apartheid.

Trois «miracles» de la deuxième moitié du XX^e s.

Quand on connaît l'histoire de l'Europe du 19^e et du début du 20^e siècle, le terme de miracle n'est pas exagéré pour parler de la réconciliation franco-allemande après 1945. Je pense qu'on peut en attribuer la cause en bonne partie au plan Marshall. Pour une fois - et sans doute pour des raisons politiques, parce que les USA voulaient se protéger du communisme - le vainqueur, au lieu d'accabler le vaincu (comme le firent les alliés après la première Guerre Mondiale), l'a aidé à se relever et lui a offert son alliance. Résultat: l'Allemagne est devenue un des plus solides appuis de l'Occident, la France (grâce aussi au génie politique de de Gaulle) a offert la réconciliation à son ennemi héréditaire. Ainsi l'Europe a pu connaître, après 1945, la plus longue période de paix et de prospérité de son histoire.

La chute du communisme a

été possible, en 1989, sans intervention armée (même si la menace de la guerre des étoiles a joué son rôle), en dialoguant avec Gorbatchev, en aidant les mouvements de résistance dans le monde communiste, et lorsque le communisme est officiellement tombé, en collaborant avec les nouvelles autorités russes. Le fait que cette «collaboration» ait été ruineuse pour la Russie, notamment à cause des énormes erreurs du FMI, et qu'elle ait impliqué parfois des menaces, n'enlève rien au fait que la chute du communisme a été rendue effective par une politique de collaboration plus que d'affrontement. Il y a quelque 50 ans, on ne voyait guère d'issue à l'affrontement entre le monde communiste et le «monde libre» que par un conflit, qui avait toutes les chances d'être nucléaire.

Quant à l'apartheid en Afrique du Sud, une des pires verrues de l'Occident, on

Les seuls conflits qui ont trouvé une solution sont ceux où le «plus fort» a accepté de ne pas se venger

Prochaine journée de la Fédération romande des socialistes chrétiens

Le comité romand a choisi la date du samedi 7 février 2009 pour notre prochaine journée d'étude.

Le sujet retenu est celui de la décroissance; il sera présenté dans nos prochains numéros.

Le lieu et l'horaire seront également précisés ultérieurement.

sentait depuis longtemps qu'il allait devoir disparaître, mais, pensait-on, au prix de massacres effroyables, les blancs devant payer le prix de leur insoutenable tyrannie à l'égard des noirs. Mais l'apartheid a disparu de façon pacifique, en 1994, le plus fort (le gouvernement de Klerk) ayant compris que son oppression était à long terme indéfendable, et le plus faible, mais vainqueur potentiel (Mandela), acceptant de donner des garanties à son oppresseur. Bien sûr, de grandes difficultés demeurent aujourd'hui en Afrique du Sud, mais quand on pense au bain de sang qu'on pouvait prévoir, il n'est pas exagéré de dire qu'il s'agit, ici aussi, d'un «miracle».

Les contre-exemples

En contrepoint à ces trois miracles, on peut citer les guerres d'ex-Yougoslavie, où les différentes parties, serbe, croate, bosniaque, kosovare, n'ont cessé de justifier leurs actions violentes en accusant les autres parties de crimes. La «paix» a été rétablie par l'intervention militaire de l'Occident, mais sans que les problèmes fondamentaux soient résolus, et l'on a l'impression que si l'occupation occidentale se retirait de Bosnie et du Kosovo, les conflits reprendraient. Seuls la Macédoine et le Monténégro ont réussi leur indépendance sans conflits majeurs, sans doute grâce aux interventions de ceux qui avaient digéré les conseils de ces experts de la prévention des conflits dont je parle plus haut.

Quant à l'affrontement entre le monde islamique et l'Occident (incluant Israël), il a toujours été le théâtre d'épreuves de force, sauf pendant la brève période où Isaac Rabin a accepté de dialoguer avec Arafat. La réponse de l'Amérique aux attentats du 11 septembre 2001, quant à elle, fut d'abord le renversement des Talibans en Afghanistan, puis la guerre en Irak (que les USA ont vainement essayé de dépeindre comme un allié d'Al-Qaïda), mais ces deux interventions n'ont amené qu'une exacerbation des tensions. Enfin, la réponse d'une violence inouïe

et totalement disproportionnée d'Israël aux attaques du Hamas et du Hezbollah, en juillet et août 2006, loin d'apporter la moindre solution au conflit, aboutit à une immense défaite morale de l'Etat juif, et au renforcement de l'opposition du monde musulman contre l'Occident.

Changer de direction

Les médias occidentaux continuent à parler du «droit d'Israël à se défendre», de l'Amérique «en guerre contre le terrorisme», de «combat pour la démocratie» et la majorité du peuple d'Israël croit à son bon droit quand leur armée bombarde le Liban ou la bande de Gaza, tout comme une bonne partie du peuple américain (ce ne serait plus la majorité à l'heure actuelle) se croit justifiée de répondre par la force aux attaques dont elle est l'objet.

Bien sûr qu'il y a des terroristes dans le monde musulman, mais ils ne sont de loin pas la majorité. Si l'on veut qu'Al-Qaïda et le Hezbollah obtiennent le soutien de la majorité du monde musulman, il n'y a qu'à poursuivre la politique de Bush.

Bien sûr que les pays arabes ne sont pas démocratiques, mais est-ce en refusant de reconnaître le résultat des élections palestiniennes, en kidnappant leurs élus, qu'on va faire croire aux populations que la démocratie est le moyen de se faire reconnaître par l'Occident ?

A la tête de cette «croisade» occidentale se trouvent, comme par hasard, les grands patrons des multinationales qui voient un immense bénéfice à ce qu'un climat de guerre se perpétue. Ils peuvent ainsi continuer à vendre des armes, à faire payer par les peuples occidentaux les budgets insensés de la défense et de ce nouveau marché fort juteux qui s'appelle la «sécurité», en arguant en plus que cela stimule l'industrie et donc les bénéfices dont profitera le niveau de vie occidental. Ils réussissent à obtenir l'appui d'une bonne partie des médias qui raisonnent à aussi court

terme que ceux qui leur dictent leurs messages.

Mais, même pour ces partisans de la croisade anti-islamique, le bénéfice est à court terme, car aucune victoire n'est à espérer. L'Occident n'a pas l'avenir devant lui: même si les élites du Tiers-Monde semblent vouloir imiter les pouvoirs financiers des multinationales, les masses, elles, ne voient pas leur sort s'améliorer et considèrent de plus en plus l'Occident comme leur ennemi. Il est intéressant de faire la comparaison avec la fin de l'empire romain: les nations dites «barbares» avaient pour but non pas de détruire l'empire romain, mais d'obtenir son alliance, afin de jouir de sa prospérité, mais leur supériorité démographique et leur déferlement dans l'empire a finalement détruit la poule aux oeufs d'or.

L'Occident n'a-t-il vraiment rien appris des expériences passées ? Ses chefs se trouvent aux commandes d'un avion qui fonce vers une cible inconnue et qui ne peut que s'écraser, à moins qu'il ne vienne radicalement de bord.

François de Vargas

PS de mai 2008: Il ne faut pas confondre une politique de renonciation à la rétorsion avec un aplatissement devant les violences commises par les autres nations. Le Conseil des droits de l'homme, par exemple, a utilisé des termes très modérés pour parler de la situation au Darfour, au Sri Lanka, au Tibet, en Birmanie, en Tchétchénie, en Tunisie, etc., tellement modérés qu'on peut parler de complaisance. Une complaisance dont les causes doivent être examinées soigneusement. Le problème est: comment faire pression pour faire changer les situations intolérables, mais sans faire perdre la face à l'adversaire et en lui offrant sa collaboration ? Peut-être en commençant par reconnaître les responsabilités de l'Occident. Pas facile, je l'admets ! (FV)

A la tête de cette «croisade» occidentale se trouvent, comme par hasard, les grands patrons des multinationales

Finances publiques: pays riche, caisses vides

Plantons sommairement le décor: le pays est riche et les caisses sont vides. Cette constatation a une cause principale: alors que la Suisse connaît une situation politique stable qui favorise sa croissance et l'augmentation de sa richesse, celle-ci est de plus en plus captée par les nantis. Les impôts des riches et des actionnaires baissent, ceux des plus démunis ne bougent pratiquement pas et sont alourdis par de nouvelles taxes ou par l'augmentation du prix de certaines prestations. Résultat en forme de lapalissade: les riches sont toujours plus riches et les pauvres toujours plus pauvres. En un mot, le fossé social continue à se creuser et l'Etat, pillé par ceux qui ont déjà le plus, ne peut plus jouer le rôle de redistributeur qui devrait être le sien.

Dans un remarquable ouvrage intitulé *«Finances publiques: lutte des caisses, luttés des classes ?»*, le mouvement ATTAC décortique la situation avec une grande maîtrise. Rappelant l'histoire des «conflits fiscaux» de ces dernières années, il souligne un fait inquiétant: la volonté des élites économiques, avec l'appui indéfectible des partis de droite, de limiter les possibilités d'intervention de l'Etat. Pour ce faire, elles font tout pour le priver de l'argent dont il a besoin pour faire face à ses tâches (enseignement, assurances et aides sociales, subsides à l'assurance maladie, ramassage et élimination des déchets, infrastructures routières et ferroviaires, sécurité, etc.). Elles en arrivent même à oublier que ce sont elles qui réclament des moyens supplémentaires pour améliorer les structures économiques ou la sécurité !

Le triomphe de l'idéologie néolibérale

Les riches ont réussi à convaincre les électeurs suisses qu'il fallait faire des cadeaux aux détenteurs de capitaux et aux grandes fortunes (sous prétexte d'améliorer la compétitivité des entreprises), en en faisant peser la charge sur ceux

qui possèdent beaucoup moins. Le livre d'ATTAC interroge: *«Comment a-t-on réussi à faire croire, dans un pays aussi riche que la Suisse, qu'il faut faire des économies, que les caisses de la collectivité sont vides, alors que les politiques de baisse d'impôts en faveur du capital et de la fortune sont justement à l'origine des difficultés financières, passées et présentes, des collectivités publiques ? C'est là un des grands succès de l'idéologie néolibérale et de ses promoteurs au sein des médias - avec le consentement tacite de la gauche gouvernementale qui a largement délaissé le terrain de la fiscalité».*

Même si, en raison de la bonne conjoncture, l'année 2007 a été bonne pour les collectivités publiques, il n'en reste pas moins que les déficits accumulés au cours de la dernière décennie ont dangereusement augmentés le poids de la dette et que celle-ci freine aussi bien les dépenses sociales que les investissements.

Comment faire pour réduire les déficits publics ? A droite, on prône l'amaigrissement de l'Etat (avec en corollaire qu'il devienne encore moins redistributeur et donc moins social), en espérant que cette cure amènera de nouvelles baisses d'impôt. A gauche, on réclame un effort fiscal plus grand des riches et une diminution de certaines dépenses excessives (armement notamment).

Des propositions bien ciblées

Pour améliorer le produit de la fiscalité, ATTAC présente une série de propositions bien ciblées. Parmi elles, on peut citer: l'abolition des paradis fiscaux, la punition de l'évasion fiscale, la suppression du secret bancaire, la fin du dumping fiscal pratiqué par les cantons, la taxation des transactions financières spéculatives, la réintroduction d'un impôt fédéral sur les successions, la réforme de l'imposition des entreprises, l'instauration de l'égalité de traitement entre propriétaire

et locataires sur le plan fiscal, l'abolition des déductions fiscales sur les impôts directs.

Est-il possible de démocratiser le budget des collectivités publiques ? Dans un court essai, ATTAC répond affirmativement. Pour cette organisation, il est essentiel que l'Etat ne soit plus perçu comme quelque chose d'étranger et bureaucratique, ce qui alimente le rejet de la politique et les revendications libérales en faveur du moins d'Etat. Prenant l'exemple de la ville de Porto Alegre au Brésil, elle prône, au niveau des villes réparties en arrondissements, la participation directe des habitants. En quelque sorte, une démocratie participative.

Changer les priorités

En conclusion, il est temps que la Suisse se réveille. Il est indispensable que la gauche, là où elle est majoritaire, cesse de pratiquer une politique de droite (c'est notamment le cas dans le canton de Neuchâtel). Il est urgent que les autorités changent leurs priorités et que l'accent soit mis pour promouvoir une société plus juste. Ce n'est pas en faisant des cadeaux fiscaux aux riches qu'on y arrivera. Hans-Rudolf Merz, ministre des finances, a récemment affirmé que les nantis, plus on leur donnerait, plus ils redistribueraient aux plus démunis. C'est se voiler la face et faire preuve d'un mépris incommensurable à l'égard de la majorité de la population du pays.

Des caisses pleines dans un pays riche: c'est à nous de lutter pour que cette affirmation devienne réalité.

Rémy Cosandey

Il est urgent que les autorités changent leurs priorités et que l'accent soit mis pour promouvoir une société plus juste

La fondamentale pertinence du message chrétien

Les témoignages se font rares qui affirment, en ce XXI^e siècle, une appartenance à l'immense espérance chrétienne. Il y a bien sûr le rouleau compresseur des Eglises évangéliques américaines qui s'engagent dans le tiers-monde avec un certain succès et qui amalgament la foi en Dieu et la discipline sociale. Il y a encore les déclarations quotidiennes du président Busch dont la foi est directement proportionnelle au nombre de morts dont il est responsable. La liste peut s'allonger. Mais le témoignage de Jean-Claude Guillebaud dans «Comment je suis redevenu chrétien» est un véritable trésor.

Les quelques phrases suivantes situent l'essentiel du propos: *«Ma démarche ne participait ni de l'effusion mystique, ni de la nostalgie, ni même de la quête spirituelle, comme on dit maintenant. C'est d'abord la raison qui me guidait. Par elle, je me sentais peu à peu ramené au christianisme. Cette réflexion a d'abord été très périphérique par rapport à la foi, puis les cercles de ma curiosité se sont rapprochés du noyau central, celui de la croyance proprement dite. J'en suis là. Je ne suis pas sûr d'être redevenu un «bon chrétien», mais je crois profondément que le message évangélique garde une valeur fondatrice pour les hommes de ce temps. Y compris pour ceux qui ne croient pas en Dieu. Ce qui m'attire vers ce message, ce n'est pas une émotivité vague, c'est la conscience de sa fondamentale pertinence».*

Guillebaud commence par laisser éclater sa colère longtemps contenue. Il dénonce le sort que l'air du temps réserve aux chrétiens. S'il n'y a plus de persécutions à proprement parler, il y a cette dérision goguenarde qui court dans l'époque et agite les médias, principalement à gauche où se situent la plupart de nos et de ses amis: *«On aime y désigner le croyant qui s'affiche comme un zombie archaïque, amputé d'une part de lui-même, voué à une crédulité qui prête à sourire quand elle ne déchaîne pas l'hostilité. Dans les milieux philosophiques ou scientifiques, la mise à l'écart est de rigueur.»*

«Certains grands esprits, soucieux de ne pas perdre toute audience préfèrent se définir comme «historiens des religions» plutôt que simplement chrétiens. Cette prudence ne me satisfait pas. Elle s'apparente à une capitulation et fait la part trop belle à l'agressivité alentour, à l'inculture généralisée ou au cynisme ambiant... Elle laisse entendre que... cet archaïsme n'a plus rien à dire au monde du XXI^e siècle. Je ne suis pas sûr d'avoir intimement la foi, poursuit Jean-Claude Guillebaud, mais je crois profondément que le message évangélique garde une valeur fondatrice pour les hommes de ce temps.»

Benedetto Croce affirme que le christianisme a bel et bien représenté la plus grande révolution que l'humanité ait jamais accomplie: si grande, si complète et si profonde, si féconde

de conséquences, si inattendue et si irrésistible dans sa réalisation que l'on ne s'étonne pas qu'elle ait paru comme un miracle, une révélation d'en haut, une intervention directe de Dieu dans les choses humaines qui ont reçu de lui, une loi et une orientation complètement nouvelle.

René Girard affirme aussi que c'est ce qui reste de chrétien en elles qui empêche les sociétés modernes d'exploser.

L'idée d'espérance apparaît dans le messianisme juif quelque cinq cents ans avant notre ère. Elle s'oppose à la conception grecque selon laquelle le temps est circulaire, qu'il y a un éternel retour. Elle proclame que l'histoire humaine est orientée vers un projet. Dès lors les hommes sont coresponsables du futur, c'est-à-dire qu'ils ont en charge l'achèvement et l'amélioration du monde. Cette proclamation originelle nous invite, comme il est dit dans le livre des Psaumes, à ne pas accepter le monde tel qu'il est, à refuser d'abandonner l'histoire humaine aux fatalités de la méchanceté, c'est-à-dire au triomphe des forts contre les faibles, des riches contre les pauvres.

«De manière assez étrange, affirme Guillebaud, on peut ainsi se trouver ramené à gauche non pas par l'idéologie ou le marxisme, mais par le christianisme lui-même.» Nos fondateurs et nous-mêmes ne disons rien d'autre lorsque nous nous proclamons socialistes parce que chrétiens.

Pierre Aguet

Un mot oublié: *parrhesia*

Comment? Vous ne connaissez pas ce mot? Vous êtes tout excusé: c'est du grec. Il signifie: liberté de parole. L'évangéliste Luc s'en sert abondamment dans son livre des Actes des Apôtres. Qui sait? le mot pourrait encore servir aujourd'hui...

Dans son récent commen-

taire des Actes, le professeur Daniel Marguerat rappelle que ce terme est d'origine politique. Il désigne «le droit de parler, le droit de tout dire (*pan*, tout, et *rhexis*, parole), qui est la prérogative du citoyen dans l'assemblée d'Athènes face au silence imposé aux étrangers et aux

esclaves: cette liberté de parole est l'emblème de la démocratie.» Mais «elle fait aussi partie du vocabulaire de l'amitié: selon Aristote, elle est aussi nécessaire que la communauté des biens: "Envers les amis et les frères, nous devons user de *parrhesia* et partager tous nos biens avec eux."»

Le terme a ensuite évolué en direction de l'éthique, pour

Bonnes lectures

Jean-Claude Guillebaud:
Comment je suis redevenu chrétien, éd. Albin Michel, 2007

Des mots et des choses

S'il nous arrive de parler avec assurance, est-ce bien toujours pour la bonne cause ?

désigner la franchise, la capacité de dire la vérité même face aux puissants. Et l'audace, le courage de s'exprimer malgré l'hostilité des auditeurs. Sans timidité ni complaisance.

Par la suite, les traducteurs grecs de la Bible hébraïque lui ont donné une dimension d'ordre théologique: dans la traduction dite des «Septante», le mot désigne l'assurance, la confiance du croyant devant son Dieu.

Ce sont ces deux sens que Luc retient lorsqu'il décrit l'audace et l'assurance de la première communauté chrétienne à Jérusalem, source de son rayonnement. Au sens politique, une prise de parole courageuse et franche face à l'hostilité de l'establishment politico-religieux, ce qui a valu

aux disciples des coups de fouet et des emprisonnements; et parfois le respect, et parfois le mépris de la foule. Au sens spirituel, c'est le comportement confiant des croyants face à Dieu.

Pour l'auteur des Actes, cette éthique de liberté est la marque essentielle des témoins. La *parrhesia* survient tout au début, dans l'élan de la première Pentecôte; elle se retrouve à la fin du livre chez l'apôtre Paul prisonnier, prêchant à tous «avec une totale franchise, sans entrave».

Cette hardiesse ne vient pas d'une habileté oratoire. Elle est un don que la communauté demande à Dieu et obtient de lui, dans la communion au Christ crucifié et ressuscité. Les sens politique et théologique

sont ainsi mêlés: parler avec *parrhesia*, c'est parler dans la recherche et l'écoute de l'Esprit saint, inspiré par l'appel et les promesses de Jésus.

Dans notre société, où se trouvent donc les silences complices ? Les causes que l'on pourrait défendre avec plus de courage et d'amitié ? Sans moralisme inutile ? Ensemble ? Sans complaisance et timidité ? Et s'il nous arrive de parler avec assurance, est-ce bien toujours pour la bonne cause, au cœur des souffrances, des découragements et des injustices ?

Parrhesia: un mot oublié. Peut-être juste le mot qu'il nous faut, à nous socialistes chrétiens ?

Bertrand Zweifel

Asile

Aide d'urgence: qu'est-ce que cela signifie ?

Quand on dit «aide d'urgence», on pense à pompiers, ambulance, dépannages. C'est bien ce que le législateur a voulu mettre en place dans sa loi, tristement adoptée par le peuple ce fameux dimanche de septembre 2006.

Voici ce que disait la Commission fédérale des réfugiés à propos de cette loi sur l'asile :

«Il est également à craindre que les mesures ne soient appliquées différemment selon les cantons, entraînant par là-même une inégalité de traitement entre les intéressés. Enfin, les cantons vont être confrontés à des problèmes concrets lors de la mise en œuvre de ces mesures, devant, par exemple, tenir compte des besoins particuliers des familles pour verser l'aide d'urgence nécessaire à leur hébergement.»

Ce sont bien ces problèmes concrets qui apparaissent dans les cantons qui ont choisi des solutions différenciées, plus ou moins généreuses, je devrais plutôt dire plus ou moins pingres.

Examinons plus précisément la manière dont le canton de Vaud traite ces requérants déboutés. Rappelons que le but

de l'opération est de décourager les gens: on vous aide, mais vous ne devez pas rester en Suisse. On leur offre donc des conditions spartiates et peu respectueuses de l'individu qui voudrait mener une vie équilibrée.

Pourtant, la Constitution fédérale dit :

«Art. 12. Droit d'obtenir de l'aide dans des situations de détresse. Quiconque est dans une situation de détresse et n'est pas en mesure de subvenir à son entretien a le droit d'être aidé et assisté et de recevoir les moyens indispensables pour mener une existence conforme à la dignité humaine.»

Ils ne sont plus rien

Grande nouveauté introduite par la nouvelle loi: les requérants déboutés sont traités comme les NEM (non entrée en matière). **Il n'y a pas de différence si la personne est arrivée en Suisse il y a quelques semaines ou si elle est là depuis des années.** Cette dernière catégorie de personnes souffre plus encore de la situation. Ce sont des requérants qui sont arrivés il y a quelques années (certains depuis plus de 10 ans). Ils ont souvent travaillé dès la fin de

leurs trois premiers mois de séjour. Leurs enfants sont allés à l'école. Certaines familles ont vécu de manière autonome dans leur propre appartement. L'intégration de ces requérants est parfois excellente.

Depuis que la nouvelle loi est en vigueur, s'ils n'ont pas encore obtenu le fameux permis B, c'est le retour à la case départ, sans grand espoir de s'en sortir en obtenant le sésame leur ouvrant durablement les portes de notre pays.

Ils ne sont même plus inscrits au contrôle de l'habitant. Ils ne sont plus rien. Ils obtiennent, au plus, une lettre du SPOP (service de la population) précisant qu'ils ont droit à une aide d'urgence, mais qu'ils n'ont plus le droit de séjourner en Suisse.

Ils deviennent habitants de seconde zone: pas de téléphone fixe, pas de concession TV, pas de carte de débit ni, à plus forte raison, de crédit, pas d'abonnement aux transports publics. La question de leur assurance maladie est mal résolue et les réponses sont flottantes.

Les autorités vaudoises prennent une année pour transférer ces familles de leur apparte-



ment dans un centre d'urgence, tenant compte de certaines situations particulières (priorité aux célibataires, transfert des familles avec enfants scolarisés si possible pendant les vacances scolaires, attente pour les personnes en très mauvaises santé). Les incertitudes créent beaucoup de recours au Tribunal cantonal, sur la base de certificats médicaux, en particulier. Ces déménagements (avec un minimum de bagages, les meubles et de nombreux objets courants pouvant être mis dans des dépôts qui en prennent soin pour 12 mois seulement) on créé des tensions, des cris et des larmes.

Une vie difficile

Selon le type de centre d'accueil d'urgence, les conditions sont différentes. En principe, les personnes reçoivent 8 francs par jour pour leur nourriture, 1 franc pour leurs vêtements et 50 centimes pour leur hygiène. Dans certains centres en revanche, tout est offert en nature (nourriture, dentifrice, savon, shampoing, etc. bons d'achat Migros, prise en charge des soins médicaux d'urgence).

Avouons que ce n'est pas trop ! Il vaut mieux ne pas être fumeur, grand lecteur de journaux ou accro du téléphone portable...

La vie dans les centres est difficile. Les hommes sont généralement logés dans des chambres à 4 lits, les mères ont leurs enfants dans leur chambre, parfois une seconde chambre lorsqu'il y a plusieurs enfants.

Vivre dans une chambre à plusieurs, sans activités organisées (heureusement, certains bénévoles offrent des contacts, des discussions, des animations, mais c'est bien insuffisant), c'est une amplification du mal-être de beaucoup.

A côté de cela, la cohabitation est difficile pour toutes sortes de raisons. Dans certains centres, une partie de la population a de la peine à se coucher calmement le soir, alors que des enfants doivent se lever tôt pour aller à l'école. La consommation de drogues légales et illégales est une fuite pour certains requérants. La consommation de médicaments prend des proportions qui inquiètent certains médecins.

Le choc multiculturel est parfois violent, lorsqu'on parle de nourriture, par exemple. Comment fournir aux familles une nourriture qui sera appréciée par le requérant venant des Balkans, d'Afrique du nord ou centrale, d'Irak ou d'Amérique du sud ? On comprend bien les limites de l'opération lorsque la nourriture est fournie pour tous.

Quel effet ?

Quel est l'effet de ces mesures, me direz-vous ? Il est trop tôt pour en analyser tous les effets, mais on peut déjà constater certains faits.

- Elles conviennent pour les requérants qui peuvent rentrer rapidement dans leur pays.

- Pour les familles qui sont intégrées, ces mesures sont ressenties comme une brimade inutile et humiliante. La vie de longue durée dans un centre d'urgence est impossible sans dégâts psychiques graves. Même s'ils vont à l'école, les enfants ne peuvent progresser et apprendre normalement dans de telles conditions.

- Pour certaines personnes psychologiquement faibles, la dépression profonde reste le seul refuge.

- Il ne faut pas nier que la présence de dealers dans ces centres et la consommation d'alcool et de drogue ne contribuent pas à l'équilibre des colocataires.

- Chaque requérant a un casier, non fermé, d'un quart de mètre cube pour ranger tous ses biens. Les vols sont fréquents et la crainte des délits crée un climat qui ne doit rien à la solidarité.

Le résultat est-il positif ?

Il faut se souvenir que l'objectif est d'encourager les gens à partir. Que se passe-t-il en réalité ?

- Si certains partent, beaucoup ne peuvent ou ne veulent pas le faire.

- Certains pays ne reprennent pas les cas difficiles (opposants par exemple), pensant qu'ils ont assez de problèmes sur place.

- Certains requérants n'ont pas ou plus de titres nationaux valables. Il n'y a pas partout, dans chaque village, un service d'état civil performant !

- Certains requérants ont peur de rentrer. Si certaines guerres civiles se sont résorbées, les conflits entre voisins (qui ne sont pas motifs d'acceptation de l'asile) peuvent se poursuivre après le retour et le danger, réel ou imaginaire, joue un rôle important pour ceux qui sont prêts à tout pour rester.

- Certains requérants ont été les envoyés de la famille qui s'est cotisée pour leur permettre le voyage en Europe (5'000 à 10'000 \$) avec mission de faire parvenir une aide mensuelle pour permettre à tout un groupe de vivre. Ils ne peuvent prendre le risque de rentrer. Ce serait probablement la faim pour leur famille restée au pays.



Simplon 33 à Lausanne: la maison qui accueille le Centre d'urgence ne manque pas de style !



Mais elle est située en face de la gare, ou plutôt de son parking. Tout un symbole !



On n'entre ni ne sort du Centre sans déposer sa carte d'identité au gardien, qui ne peut laisser entrer que les visiteurs annoncés à l'avance.

photos: Isabelle Isoz

- Certaines maladies sont impossibles ou plus difficiles à traiter ailleurs qu'en Suisse. Soit parce que les moyens médicaux et techniques n'existent pas, soit parce que la famille n'aura pas les moyens de payer les médicaments.

- Etc.

On voit bien que le retour n'est pas si simple et que les mesures dites d'urgen-

ce ne respectent pas l'humain lorsqu'elles durent plus de quelques semaines.

Un nouveau combat s'ouvre, pour que les requérants qui restent durablement en Suisse obtiennent des conditions de séjour décentes, avec le droit de travailler et de s'intégrer.

Roger Saugy

Comité de la Féd. romande des socialistes chrétiens

Président: Didier Rochat, Ste-Hélène 26, 2000 Neuchâtel, 032 721 29 10, info@frsc.ch

Administrateur: Georges Nydegger, Falquets 15, 1223 Cologny, 022 348 07 60, ag.nydegger@bluewin.ch

Secrétaire et rédacteur: Jean-François Martin, Saules 9, 1800 Vevey, 021 944 56 71, redaction@frsc.ch

Membres:

Pierre Aguet, St-Légier 13, 1800 Vevey, 021 921 97 71, pierre.ague@bluewin.ch
Rémy Cosandey, Léopold-Robert 53, 2300 La Chaux-de-Fonds, 032 913 38 08, cosandeyremy@hispeed.ch

Edouard Dommen, Mollies 100, 1293 Bellevue, 022 774 18 84, edommen1@worldcom.ch

Ginette Duvoisin, 1423 Villars-Burquin, 024 445 18 42, duvoisin.g@bluewin.ch

Roger Saugy, Fontadel 37, c.p. 349, 1008 Prilly, 021 625 24 53, r.saugy@bluewin.ch

Bertrand Zweifel, Midi 5, 1800 Vevey, 021 921 68 55, zweif@freesurf.ch

A nos lecteurs

Ce numéro vous parvient avec un bulletin de versement qui vous permettra de renouveler votre cotisation à la Fédération romande des socialistes chrétiens (fr. 40.- par année, abonnement compris) ou l'abonnement seul (fr. 20.-).

Nul besoin de vous rappeler que nous avons besoin de votre soutien, notre journal ne bénéficiant d'aucune subvention ou faveur postale. Merci de faire de la publicité autour de vous. Le rédacteur (021 944 56 71) tient à disposition des exemplaires du journal à distribuer à d'éventuels lecteurs. Nous savons que les chrétiens engagés sont nombreux dans les partis de gauche et les syndicats et que beaucoup de paroissiens ont le cœur du même côté que nous...

Le Comité romand

adresser à M. Didier Rochat, Ste-Hélène 26, 2000 Neuchâtel (ou info@frsc.ch)

- Je souhaite m'abonner à L'Espoir du Monde (1 an/4 numéros: fr. 20.-) et je verse la somme de fr. 20.- au CCP 10-16048-6, Féd. rom. des socialistes chrétiens, Lausanne.
- Je souhaite devenir membre de la Fédération romande des socialistes chrétiens et je verse la somme de fr. 40.- (abonnement compris) au CCP 10-16048-6, Féd. rom. des socialistes chrétiens, Lausanne.
- Je souhaite davantage d'informations et vous prie de me contacter.
- Je souhaite recevoir quelques exemplaires de L'Espoir du Monde pour les distribuer autour de moi.

Remarques:

Nom, prénom:

Adresse:

Tél.:

E-mail:

Date et signature:

Sommaire du n° 135

- 1 La Suisse se réveille enfin (R. Cosandey)
- 2 L'Occident n'a-t-il rien appris ? (F. de Vargas)
- 4 Finances publiques: pays riche, caisses vides (R. Cosandey)
- 5 La fondamentale pertinence du message chrétien (P. Aguet)
- 5 Un mot oublié: *parrhesia* (B. Zweifel)
- 6 Aide d'urgence: qu'est-ce que cela signifie ? (R. Saugy)

L'Espoir du Monde

ISSN 0014-0732

anciens titres:

«Voies Nouvelles» 1918-1947
«Le Socialiste-Chrétien» 1947-67

Editeur:

Fédération romande des socialistes chrétiens
www.frsc.ch

Président: Didier Rochat,
Ste-Hélène 26, 2000 Neuchâtel
info@frsc.ch

Rédacteur: Jean-François Martin,
Saules 9, 1800 Vevey,
redaction@frsc.ch

Administration: Georges
Nydegger, Falquets 15, 1223 Co-
logny

Imprimerie:

Journal de Sainte-Croix et envi-
rons, 1450 Sainte-Croix

Abonnements:

Fr. 20.- (1 an / 4 numéros)
Fr. 40.- (y c. cotisation à la
FRSC)
CCP 10-16048-6, Féd. rom. des
Socialistes chrétiens, Lausanne

